

La maladie infantile de la politique (le gauchisme, le droitisme)

On compte, parmi les nombreux ennemis de Kevin Mulligan, une foule de personnes bigarrées et (selon notre professeur) profondément vicieuses: les philosophes continentaux, les pharisiens, les amis de l'Europe, des Droits de l'Homme, du politiquement correct, des lettres, des études genres et bien sûr, les gauchistes.

On peut faire remonter le terme "gauchiste" à Lénine (1920) qui en usait pour désigner cette gauche (communiste) qui, pour rester fidèle à son idéologie, refusait de participer aux élections et, par conséquent, était condamnée à rester éternellement un groupuscule. Pour Vladimir Illich, le vice des gauchistes est prudentiel : parce qu'ils sont focalisés sur leur idéologie, les gauchistes n'agissent pas pour prendre le pouvoir. Ce vice est doublé d'une faute épistémique : en s'arc-boutant (comme des enfants) sur leurs principes – quitte à ne jamais voir leurs idées aboutir –, les gauchistes sont bêtes.

Le reproche de Lénine n'est pas très éloigné de celui que l'on fait habituellement à la gauche : elle a de grands rêves irréalisables qu'elle ne cherche jamais à concrétiser – ou de manière magistralement infantile. Cette vision du gauchiste comme un brave hippie un peu benêt sous-estime largement, à mon sens, les vices instanciés par les personnes atteintes de cette maladie politique.

Dans cet article, je vous propose d'explorer avec moi tous les vices du gauchisme en

regardant, pour commencer, (I) ce que sont la gauche et la droite, puis en avançant pas à pas, (II) une définition en conditions nécessaires et suffisantes du gauchisme. Il conviendra également de ne pas oublier son opposé, tout aussi dangereux (et trop méconnu), le droitisme. C'est pourquoi, une fois que nous aurons caractérisé le gauchisme, je proposerai (III) une définition du droitisme en détaillant ses vices les plus inavouables. Nous pourrons alors (IV) identifier ce qu'est, en général, cette maladie infantile de la politique, suite à quoi (V) je vous prescrirai un vaccin pour vous en prémunir.

Avant de débiter, il convient de préciser que si nous parlons ici de gauchisme et de droitisme, nous ne faisons aucune assomption concernant la gauche et la droite ; une personne de gauche n'est pas nécessairement un gauchiste ; de même, tout homme ou femme de droite qui se respecte cherche à tout prix à éviter les droitistes (et vice versa).

I. Qu'est-ce que la gauche, qu'est-ce que la droite ?

L'un des premiers pièges à éviter lorsque l'on parle de la gauche et de la droite est celui de regrouper plusieurs notions au sein de ces mêmes termes. Parlons-nous de partis politiques et de leur évolution au fil des siècles ? Parlons-nous d'une certaine conception de l'État ? Ou parlons-nous d'une famille d'idées prônées par des personnes se revendiquant de certains partis ?

Un exemple de cette confusion est l'idée selon laquelle la gauche serait socialement progressiste tandis que la droite serait traditionaliste. Ainsi, lors d'un test soumis aux étudiants de l'EPSIC (à Lausanne), ces derniers devaient répondre

que les phrases suivantes : « il faut amender les mendiants », « les femmes doivent rester à la maison », « il faut donner plus de liberté aux puissants » sont des formules de droite ; tandis que les phrases suivantes : « il faut vivre en harmonie avec la Nature », « les femmes ont le droit de se vêtir comme elles veulent », « tout le monde a droit à une formation de qualité » sont des phrases de gauche¹. On voit pourtant mal Didier Burkhalter être en désaccord avec le second groupe de phrases ou Christian Lüscher soutenir le premier groupe.

En fait, les auteurs du test semblent avoir confondu gauche et droite avec une famille d'idées partagées par plusieurs partis de manière contingente. On le voit, l'intérêt des partis de gauche pour l'écologie est récente et n'est pas partagé par tous les mouvements de gauche ; de même, le traditionalisme de certains partis de droite n'a rien à voir avec le libéralisme – pourtant lui aussi présenté (ou plutôt, outrancièrement caricaturé) dans ce même questionnaire. A cause de cette confusion, le champ politique semble se réduire à deux variables. Or, nous avons toutes les raisons de penser que celles-ci sont incapables de capturer toutes les oppositions politiques.

Dans le reste de cet article, je ne traiterai pas de l'historique des partis, ni de progressisme social, ni de communautarisme et encore moins d'écologisme, mais uniquement d'une opposition concernant le type d'intervention étatique que la gauche et la droite souhaitent voir – et tel que cette opposition peut se retrouver dans les brochures de la Chancellerie fédérale lorsque nous élisons le Parlement².

1 Le test est en libre accès ici : <<http://www.jlrv.ch/2015/02/propagande-socialiste-dans-les-ecoles-professionnelles/>>

2 Voir par ex. la brochure de la Chancellerie de 2014, p.4 disponible ici : <<https://www.bk.admin.ch/themen/pore/nrw/index.html?lang=fr>>

a. *L'État minimal*

Dans un petit livre, *Les fondements a priori du droit civil* (1913), du phénoménologue allemand Adolf Reinach, l'on cherche à savoir si le droit est fondé sur quelques principes. Si tel était le cas, nous en saurions un peu plus sur la structure et le rôle de l'État. Or Reinach a la thèse suivante : la promesse est un principe pré-étatique à partir duquel l'on peut construire le droit positif. En effet, si (i) Sam promet à Maria de l'emmener au cinéma, si (ii) Sam peut s'engager à cela et si (iii) Maria l'a entendu et compris, alors (iv) il se crée une sorte d'*obligation* pour Sam de tenir sa promesse et une sorte de *droit* pour Maria de demander des comptes à Sam. Même si Sam oublie sa promesse, ou n'y pense plus durant quelques temps, il reste toujours engagé à moins qu'il ne renégocie sa promesse, qu'il ne la transmette (avec l'accord de Maria) à Hans ou que les conditions cadres de sa promesse ne changent – par exemple, qu'il n'y ait plus de cinéma à moins de mille kilomètres. La promesse est, selon les mots de John Austin (1962), un acte de langage, c'est-à-dire qu'un certain type de phrases prononcées par un certains types de personnes dans un certain contexte créent un fait social nouveau (« je vous déclare mari et femme », « la séance est ouverte », etc.). Lorsqu'un acte de langage est formulé par un ensemble d'individus (ou par un individu représentant un tel ensemble), nous avons un début d'État.

La question est, dès lors, de savoir quel sera l'objet des actes de langage de l'État. Une réponse intuitive consiste à répondre que l'État peut légiférer certaines promesses. En effet, si Maria passe un contrat avec Sam pour l'emmener au restaurant, elle ne fait rien d'autre qu'une promesse institutionnalisée. En vertu de l'institutionnalisation de la promesse, une force collective, l'État, peut contraindre Maria à

respecter son obligation et permettre à Sam de faire respecter son droit. Le cas échéant, Maria est sanctionnée sans que Sam n'ait à craindre (normalement) de représailles. Il y a aussi un autre type de promesse garanti par l'État minimal : les échanges économiques. Selon certains philosophes (Massin & Tieffenbach : à venir) les échanges de biens ou de services se fondent sur une promesse mutuelle. Celle-ci fait, dans n'importe quel État, l'objet d'une législation. L'État pourrait cependant légiférer sur autre chose que sur des promesses des individus. Selon Kevin Mulligan¹, toutes les conceptions de l'État (hormis l'anarchisme) prévoient au moins que celui-ci préserve la valeur vitale de ses citoyens – en interdisant le meurtre, en constituant une armée ou en obligeant ses citoyens à contracter une assurance maladie.

Nous avons donc deux éléments qui caractérisent l'État minimal : une législation active sur la valeur vitale (qui donne des obligations aux citoyens afin de protéger cette valeur) et une législation passive des contrats et promesses économiques (qui encadre simplement l'exécution de ces promesses). Il va de soi que la quasi-totalité des partis politiques vont plus loin que la conception de l'État minimal. Cependant, l'on peut à présent caractériser la gauche et la droite comme des tendances à voir un avantage au rapprochement ou à l'éloignement de l'État minimal.

b. Gauche et droite : une sensibilité aux valeurs

Ceux qui voient des avantages à se rapprocher de l'État minimal sont particulièrement sensibles

¹ Ces opinions du Pr. Mulligan sont principalement tirées de son cours de BA, "De l'Empire Belge, du droit-de-l'hommeisme et des Lettres. Leçons de philosophie politique" (printemps 2016) ainsi que d'une conférence, "Le libéralisme — entre la gauche et la droite ?", donnée le 20.04.2016 au Cercle des étudiants libéraux de Genève.

aux agissements des *individus*. En effet, si Maria est une femme responsable de ses actes et qu'elle promet à Sam de l'emmener au restaurant, alors elle doit en assumer les conséquences – peu importe qu'elle fasse ou non une bêtise. Sam et Maria sont donc *libres* de contracter toutes les promesses qu'ils veulent. "Liberté" est le maître mot ici. Pour Mulligan, il faut entendre, dans ce contexte, deux acceptions du terme : liberté individuelle ou, comme le nomme Isaiah Berlin (1958), liberté négative – i.e. ne pas être empêché ou contraint par autrui de réaliser une intention – et liberté d'entreprendre, comme on le trouve chez John Stuart Mill (1859 : chap. III) – i.e. être en capacité de faire des choses nouvelles et non prévues par les autres individus, les habitudes ou l'État. Ces deux sens sont considérés comme éminemment positifs par les amis de l'État minimal. Ceux-ci ont également tendance à voir l'État comme une simple somme d'individus : autrement dit, les actes de langage sont formulés par des individus et des individus délégués et il n'y a rien qui appartienne spécifiquement à l'État. Ce premier groupe, vous l'aurez compris, c'est la droite.

D'un autre côté, on peut penser que toutes les promesses ne sont pas bonnes. Si Maria devait se ruiner la santé pour tenir sa promesse, il vaut mieux qu'elle ne soit pas encouragée à la faire. Si Sam fait une promesse promouvant des valeurs esthétiques (emmener Maria voir un film de Bergman), il serait peut-être bon de l'encourager à faire plus souvent ce type de promesses. L'idée cette fois est que l'État aurait un but positif, il ne légiférerait pas seulement pour réguler des promesses, mais insérerait des obligations et des incitations pour promouvoir un certain type de valeurs – dans la suite de la promotion de la valeur vitale. La valeur visée par les amis de l'intervention positive de l'État peut varier, mais l'Histoire retient que c'est presque systématiquement la valeur de *l'égalité*

– ou, mieux, de l'équité¹ – qui est recherchée par ce groupe. Le sens d'égalité est simple : deux personnes sont égales lorsqu'elles sont traitées de la même manière par un tiers. Lorsque des personnes ne sont pas traitées de la même manière par un tiers, un *tort* leur est commis. On est facilement convaincu que l'État doit traiter tous les citoyens de manière égale lorsqu'il s'agit du droit. Les choses se compliquent lorsque l'environnement dans lequel sont nés certains individus crée, *de facto*, une situation d'inégalité sans l'intervention d'un tiers particulier. Or, ceux qui visent la valeur de l'égalité souhaitent (souvent) que l'État intervienne pour remédier à ces inégalités – c'est ce que l'on appelle la *justice sociale*². Cette vision des choses est, bien sûr, défendue par la gauche. Or la gauche a tendance à concevoir l'État moins comme un ensemble de citoyens que comme une entité (une personne morale) avec certains buts.

Comme on le voit à présent avec cette approche classique³ gauche/droite en termes de valeurs, il est mal avisé de dire de Marine LePen qu'elle est à (l'extrême) droite puisque sa vision de la politique est massivement interventionniste et égalitariste (pour les *vrais* Français). En revanche, l'UDC se rapproche, *ceteris paribus*, bel et bien de la droite. De même, l'écologie et la liberté de la femme de s'habiller comme elle le souhaite ne sont pas plus de gauche que de

droite. On remarque enfin que les questions économiques ne jouent pas un rôle central pour notre acception, ce n'est qu'une manière (très courante) de rendre compte de l'opposition.

II. Le gauchisme, trois étapes faciles

Il est temps de passer de la gauche au gauchisme. Je vais présenter les trois conditions nécessaires et suffisantes du gauchisme.

a. L'engagement actif

Si le gauchisme est un vice, c'est par définition un trait de caractère (Deonna & Teroni 2012 : 106 sqq.). En effet, Sam ne serait pas un gauchiste si un jour, dans un moment de délire, il avait soutenu une thèse gauchiste. Il faut, pour être vicieux, avoir intégré une sensibilité à certains éléments qui sont le signe de la présence de certaines valeurs. Dans le cas classique du paranoïaque, on constate que celui-ci a tendance à repérer chez ses amis le moindre changement de ton pour immédiatement le prendre comme un indice de complot contre lui. Une fois ces indices repérés, le paranoïaque adopte un comportement typique – il accuse tout le monde de tous les maux, angoisse, échafaudes des stratégies pour se cacher, etc.

Pour le gauchiste, je fais l'hypothèse que son comportement typique est son engagement. Le gauchiste peut rester toute la journée sous la pluie à distribuer des tracts ou passer ses nuits à s'indigner sur des places ou dans des parcs. On ne peut qu'admirer l'engagement *sincère* du gauchiste – qui le distingue ici de l'arriviste qui s'engage dans la gauche simplement parce qu'il sent le vent tourner.

1 Il y a équité lorsque quelqu'un traite de façon similaire deux situations similaires. Un tort est causé lorsque deux situations similaires sont traitées différemment. Même si l'équité contient deux composants flous, « traiter de manière similaire » et « situation similaire », elle a l'avantage de laisser de la place pour des différences interindividuelles. Ainsi « à travail égal salaire égal » est une notion d'équité, mais pas le fait qu'il puisse y avoir des disparités (importantes) de salaire. Rawls défend l'équité dans un État qui organise, au préalable, l'égalité des chances.

2 Pour Kevin Mulligan, la tradition nous apprend que la justice est une vertu des *personnes* où l'injustice porte la culotte ; tandis que son pendant moderne, la justice sociale, est un *état de chose* où la justice porte la culotte. Or, cette différence de conception entre justice et justice sociale entraîne la confusion entre les valeurs en général (il serait bon que *p*) et la valeur morale de l'égalité (il serait moralement inacceptable que *S* fasse *non-p*). Nous étudierons ce glissement dans la section II. c.

3 Cette conception est présentée et critiquée par Will Kymlicka (1990).

Je défendrai plus tard pourquoi je crois que le gauchiste est engagé en raison de sa sensibilité accrue aux indices de l'*injustice* et que, par conséquent, s'il est tant motivé, c'est parce qu'il se sent moralement engagé – et nous savons que l'engagement moral est l'un des plus forts que nous connaissions. Mais il faut noter également que le gauchiste n'est pas simplement un peu sensible aux indices de l'injustice : il y est *hyper-sensible* au point où, comme le paranoïaque, il va identifier des signes d'injustice même là où il n'y en pas.

Je considère donc la sensibilité du gauchiste et sa disposition à s'engager comme une condition nécessaire de son vice ; elle permet de distinguer entre une occurrence et un vice, et entre l'arriviste et celui qui s'engage par conviction. Cette condition permet également de comprendre pourquoi le gauchiste est un militant aussi mobilisé – parce qu'il se sent moralement engagé.

b. La naïveté

Attaquons-nous à présent au reproche émis par Lénine. Le gauchiste est idéaliste dans le sens où son idéologie est concrètement inapplicable. Prenons comme exemple l'une des initiatives les plus gauchistes que je connaisse, l'initiative 1 :12 lancée par UNIA et les jeunes socialistes. Celle-ci avait pour but de limiter les plus hauts salaires d'une entreprise à douze fois le salaire le plus bas. Le peuple a massivement refusé (à 65,3%) le texte après que les opposants aient expliqués qu'une telle initiative serait facilement contournable : si une entreprise n'a pas son siège en Suisse, elle n'est pas touchée par l'initiative ; si elle délègue les tâches les moins bien rémunérées à d'autres compagnies, elle n'est pas touchée non plus ; si les salariés les mieux payés

touchent un bonus, le texte dit explicitement que cela fait partie du salaire, mais un dirigeant peut être payé comme consultant par des actionnaires – ou autres magouilles du style. De plus, les opposants pensaient que si l'initiative était mise en œuvre, elle n'aurait pas d'effets positifs, le risque étant même grand que ce soit le contraire en raison du déplacement des sièges des grandes entreprises en cas d'acceptation.

Seulement, si le gauchisme n'était qu'idéalisme, cela ne serait pas très grave ; il est toujours difficile de faire des lois efficaces et encore plus dans le domaine de l'économie. Je crois cependant que les gauchistes sont naïfs dans un sens encore plus grave : ils sont incapables de justifier leur propre engagement. Reprenons notre exemple. Les jeunes socialistes, pour soutenir leur initiative, ont conçu une affiche plutôt amusante : un hamburger tout seul à côté de douze hamburgers empilés les uns sur les autres. Je ne vais pas attaquer le symbole des *douze* hamburgers qui ne repose sur rien sinon le fait qu'il y a douze mois dans l'année (veut-on vraiment légiférer sur une question de calendrier ?), mon questionnement sera beaucoup plus simple. Pourquoi faudrait-il interdire à quelqu'un de manger douze hamburgers ? Je suis d'accord sur le fait que si Sam exigeait douze hamburgers à chaque repas, je ne le trouverais pas très sympathique, mais si des gens veulent donner douze hamburgers à Sam, pourquoi les en empêcher ? Après tout, l'on n'interdit pas aux joueurs de foot ou aux acteurs de manger cent vingt hamburgers. Si l'on cherche à qui l'on fait du tort en donnant à Sam douze hamburgers, il n'est pas évident de trouver une réponse.

Mon intuition est que ce qui cause effectivement un tort, c'est qu'une personne obtienne douze hamburgers lorsqu'une autre n'en a même pas un pour se nourrir. Ce n'est alors pas le fait d'être

rémunéré douze fois plus le problème, c'est celui du salaire minimal – une proposition de *gauche*. Si l'on prend les salariés de chez Google, en admettant que le salarié le moins bien payé soit l'un de ces informaticiens qui code des machines capables de battre un champion de Go ; il me semble que personne ne trouverait indécent que ces informaticiens gagnent cent fois moins que les dirigeants de l'entreprise. Une autre hypothèse pour expliquer pourquoi les jeunes socialistes étaient en faveurs de l'initiative 1 :12 serait la notion de valeur travail. Selon cette thèse, soutenue aussi bien par Adam Smith que par Karl Marx, un objet possède une valeur qui correspond à son coup de production en temps. Ainsi, un ouvrier travaillant dix heures par jour produit un travail de dix heures – lui permettant, idéalement, d'acheter un objet ayant coûté dix heures de travail¹. Selon cette thèse, même après avoir suivi de longues études (ce que l'on peut inclure dans le temps de travail), une personne ne pourrait jamais gagner douze fois plus qu'une autre pour le même temps de travail. L'économie moderne, grâce à la théorie de la valeur marginale, a prouvé que la théorie de valeur travail ne fonctionne pas – cf. Jevons (1871). Cependant, si quelqu'un avançait cette thèse pour soutenir 1:12, elle ne serait pas, selon ma définition, nécessairement un gauchiste². En effet, il n'est ni préjudiciable ni naïf de remettre en doute les experts d'un domaine (peut-être se trompent-ils et existe-il de bons arguments pour la valeur travail) ; par contre il est préjudiciable de s'engager activement dans un combat sans avoir une idée précise de ce pour quoi l'on se bat. Le gauchiste n'a aucune idée de ce qu'est la valeur travail ; il ressent juste, au fond de lui,

que ces salauds de patrons ne méritent pas de gagner autant et c'est cela qui fait de son combat, un combat populiste.

c. Le moralisme

Si l'on regarde à présent les différents combats des gauchistes : pour 1:12, pour le RBI (pour éradiquer la pauvreté), contre la spéculation alimentaire (causant, selon eux, la faim dans le monde), pour une culture alternative (qui ne bénéficierait pas du soutien des lieux institutionnels), pour des quotas de femmes dans les entreprises, contre l'armée, contre la vente d'armes, etc., tous ces combats sont toujours – directement ou en sous-main – des combats *moraux*. Etant donné la valeur à laquelle la gauche s'intéresse, ce n'est pas surprenant : l'égalité est une valeur morale. Je soutiens que la rhétorique du combat moral est une spécificité de la gauche et du gauchisme. Lorsqu'un militant (gauchiste) veut vous faire signer un abonnement à Greenpeace, il vous fera toujours culpabiliser ; lorsque l'ensemble des partis politiques expliquent que la spéculation alimentaire n'est en aucun cas la cause de la faim dans le monde, ces partis sont traités de salauds par les gauchistes. A l'inverse, chez l'UDC, les combats semblent moins moraux que vitaux : il faut se préserver contre une chose (l'UE, les voiles, les minarets, l'immigration, les homosexuels...) menaçant l'existence de la communauté des "vrais" Suisses³. Et lorsqu'une personne est en désaccord avec l'UDC, elle n'est pas attaquée moralement, elle est accusée de ne pas voir la réalité en face – et souvent, on sous-entend qu'elle le fait par laxisme idéologique⁴.

1 Pour une introduction et une critique brillante à cette notion (chez Marx), voir Cohen (1979).

2 Cette acception de la naïveté comporte un certain flou. Si quelqu'un vous explique qu'il est pour 1 :12 car radicalement anticapitaliste (et que cette loi nuit au capitalisme), même si, *stricto sensu*, cette personne donne une raison à son engagement, on peut raisonnablement douter des fondements de cette raison.

3 i.e. les paysans du centre de la Suisse et les milliardaires zurichois.

4 Il faut lire la brochure explicative de la Chancellerie Fédérale (votation du 28 février 2016) : « C'est ainsi que les juges trouveront toujours une bonne raison pour éviter au criminel de devoir quitter le territoire... » (p.25)

La focalisation sur la valeur morale de l'égalité et du tort causée par l'inégalité a un effet globalisant. Si tout ce qui est traité différemment cause un tort pour le gauchiste et s'il est focalisé sur ces "torts", alors on peut très facilement imaginer que toute discussion devienne une discussion morale. Vous avez peut-être déjà entendu un gauchiste vous dire que « tout est politique » et, en effet, si tout cause moralement un tort et qu'il est du devoir de l'État de légiférer sur ces torts, alors tout est politique. Vous aimez le cinéma indépendant, mais il n'a pas les moyens de produire des blockbusters ? Eh bien, l'État devrait intervenir ! Vous trouvez que les femmes ne sont pas représentées à exactement 50% dans les conseils d'administration et que c'est dommage ? L'État devrait faire quelque chose ! Vous estimez qu'il est triste de devoir se prostituer pour vivre ? L'État devrait l'interdire ! Bien sûr, il n'est pas tout le temps question de l'État ; parfois la « communauté sociale », via la solidarité, est amenée à se mobiliser. Tout ce qu'il faut, pour un gauchiste, c'est « qu'on fasse quelque chose » pour tout, tout le temps. Pensez à une caricature des Droits de l'Homme dans laquelle l'État aurait l'obligation de donner à tout le monde du plaisir hédonique, puisque (i) le plaisir est une bonne chose et (ii) tout le monde n'éprouve pas du plaisir.

Ainsi, non seulement le gauchiste voit des combats moraux là où il n'y en a pas, mais même là où il y en a, il est incapable – en raison de la condition (b) – d'expliquer quel est vraiment le problème moral. Il est ainsi non seulement inefficace, mais aussi nuisible à la politique, car sans cesse en train de vouloir discuter de problèmes ne concernant pas l'État ou n'existant simplement pas.

III. Les deux visages du droitisme

Évoquer le droitisme n'est pas chose aisée dans notre pays très libéral et comme l'opinion (mondiale) est favorable au libéralisme, on a tendance à sous-estimer les droitistes pourtant tout aussi nuisibles que leurs cousins.

Il paraît clair d'emblée que si le droitisme est un vice, les droitistes sont, eux aussi, hyper-sensibles à des indices d'une valeur. Certes, l'engagement des droitistes se manifeste différemment et peut-être même moins fortement (leur combat n'est pas moral) ; eux ne vont certainement pas dormir dans le parc des Bastions. En revanche, ils organisent des conférences, ils distribuent (eux aussi) des tracts et défendent avec vigueur leurs principes dans des discussions.

Parallélisme oblige, les droitistes sont également naïfs, mais comme souvent ils ne proposent pas d'initiative (la Suisse étant déjà passablement libérale), il est difficile de voir en quoi leurs idées sont inapplicables. J'ai pourtant un exemple me venant d'un libértarien. Ce dernier me soutenait qu'il était pour une privatisation de la police. Lorsque je lui ai demandé comment les personnes les plus pauvres pourraient faire respecter leurs droits, il m'a répondu que, dans un état sans police, les impôts seraient si faibles que les citoyens les plus pauvres pourraient se payer des services privés. Je n'ai pas osé lui répondre que les citoyens les plus pauvres ne payent déjà pas d'impôts dans notre système, qu'ils n'auraient pas plus de moyen qu'aujourd'hui – sans parler d'éventuelles dérives mafieuses de ces services armés.

Si l'on suit la définition du gauchisme, le droitiste devrait avoir pour obsession la liberté et sa contrepartie, la responsabilité. Il y a cependant une particularité propre à la valeur de la liberté qui distingue le droitisme du gauchisme. En

effet, la liberté n'est pas une valeur morale et comme nous l'avons vu, elle se décline de deux manières : liberté individuelle et liberté d'entreprendre. Selon que le droitiste penche vers l'une ou l'autre de ces acceptations, son vice change légèrement, prenant soit les traits caricaturaux de l'entrepreneur *self-made-man*, soit ceux du paranoïaque voyant dans toute entreprise collective une menace à sa liberté.

a. Le jeune cadre dynamique

Les droitistes obsédés par la liberté d'entreprendre sont le plus souvent libertariens dans l'âme. Puisque chacun individuellement est capable d'initiative, chacun est responsable de lui-même. La collectivité n'a donc jamais à intervenir. Les femmes sont toujours payées 10% de moins que les hommes ? Elles n'ont qu'à s'imposer. Le Franc Suisse augmente de 30% en un jour ? Ma foi, c'est aux entreprises d'être compétitives. Des milliers de migrants sont aux portes de notre pays ? Ils n'ont qu'à trouver un travail.

Le droitiste dynamique n'a, bien sûr, pas d'arguments montrant que personne ne subit de torts, ni même pourquoi l'État ne devrait pas intervenir, bien que les exemples présentés concernent des phénomènes massifs que l'on imagine mal être réglés par la bonne volonté de chaque individu. On est aussi surpris de voir les droitistes mépriser syndicats et associations de consommateurs comme si, hormis dans le cas des entreprises, il était indécent de se regrouper pour être plus efficace. Preuve, s'il en est, que le droitiste n'a pas d'arguments contre eux, mais sent, au fond de son cœur, que ces gens qui geignent devant sa porte sont des bons à rien.

b. Le vieux Gripsou

Le droitiste obnubilé par la liberté individuelle a une hyper-sensibilité pour une valeur qui, si elle n'est pas vitale, est en tout cas fondamentale. Ainsi, pour Rawls, la liberté de penser, de se mouvoir, d'avoir des biens et de se respecter soi-même (Rawls est un kantien) sont des biens premiers et nécessaires pour être un agent rationnel – et donc pour être une personne (1971 : 93-4 ; 2001 : 90). Si tout le monde est prêt à défendre le fait de ne pas être entravé dans ses mouvements, le droitiste Gripsou a tendance à considérer que toute limitation de ses désirs (actuels ou potentiels) est une atteinte à un bien primaire au même titre qu'une entrave à sa liberté de mouvement. Tout comme le gauchiste faisait de tout événement un combat moral, le droitiste Gripsou verra la moindre règle/convention comme une entrave à sa liberté.

En fait, le droitiste Gripsou hait profondément devoir se plier à des règles. Il préférerait voir mourir le serveur qui lui apporte son café plutôt que de renoncer à la liberté (fondamentale !) de fumer dans les bars. Il considère l'impôt comme un vol auquel il tente d'échapper – quand bien même il ne se prive pas de jouir de prestations fournies par l'État. S'il est académique, il se considère si libre qu'il refuse que l'on encadre ses travaux et le simple fait que l'État, son employeur, puisse lui demander des comptes, le met hors de lui. S'il est, en plus de cela, un connard, il trouvera inacceptable que la police intervienne lors d'une dispute de couple ou que l'on ne l'autorise pas à proférer un discours haineux devant une assemblée. Enfin, si le droitiste Gripsou est américain, il se dressera de toute sa force contre l'idée de ne pas pouvoir acheter un lance-grenade à son fils de treize ans si ça lui chante.

IV. Une maladie axiologique

Le gauchisme et le droitisme instancient le même nombre de valeurs négatives. De par leur naïveté, ils commettent deux vices épistémiques et une faute pragmatique. Comme ils n'ont pas d'accès aux raisons de leurs engagements, ils encourent *le risque de se tromper*. Or, la politique concerne des millions de personnes à moyen et long terme : nous n'avons pas envie de nous tromper *aussi facilement*.

L'autre problème épistémique lié à la naïveté du gauchisme/droitisme est sa propension à devenir *dogmatique*. En effet, prenez un débat théologique : il est rare qu'un athée et qu'un croyant bien informés se disputent gravement. Lorsque le croyant sera mis en difficulté, il considérera l'argument à l'aune de sa compréhension de Dieu, cherchera une solution et raffinerait sa définition de l'Être suprême. En revanche, un athée et un croyant naïf auront beaucoup plus de chances d'arriver à une impasse. Voyant ses convictions attaquées, le croyant aura tôt fait de répliquer « Moi j'y crois, c'est comme ça ! ». Asticotez un peu vos amis gauchistes/droitistes et vous obtiendrez le même résultat. Bref, incapable de prendre en considération les objections en raison du peu de maîtrise des concepts, ces malades de la politique campent sur leurs positions.

Pragmatiquement, même si un gauchiste/droitiste visait juste, il serait très improbable qu'il propose la bonne solution. On a pu être sidéré d'apprendre que les verts, au lendemain de la défaite sur l'initiative des verts libéraux pour remplacer la TVA par une taxe carbone, ont admis qu'il s'agissait d'une solution inadéquate après avoir quand même soutenu l'initiative par cohérence de principe. Que ce serait-il

passé si le peuple avait dit oui ? La légèreté avec lesquelles les gauchistes/droitistes proposent des solutions n'a rien de très rassurant.

Cela dit, pour un philosophe, le problème majeur du gauchiste/droitiste porte sur sa sensibilité axiologique. Nous l'avons vu, ces personnes ont tendance à être hypersensibles aux indices des valeurs de liberté et d'égalité. Cela mène à deux problèmes philosophiques majeurs. D'une part, cela rend totalement flous les concepts de liberté et d'égalité – il n'est pas surprenant qu'à l'EPSIC l'on ne sache pas ce que veut dire gauche et droite, vu que les malades de l'un et de l'autre camp ont des acceptions si mal définies. D'autre part, en raison de leur hypersensibilité, les gauchistes/droitistes ont tendance à considérer *exclusivement* les valeurs de l'égalité/liberté. Ils sont les caricatures de l'interventionniste et de l'ultra-libéral, incapables de dévier de leur grille de lecture. Ainsi avons-nous vu, du côté de l'extrême-gauchisme, des affiches au sujet du Musée d'Art et d'Histoire de Genève avec le mécène Jean Claude Gandur en Nosferatu (la figure du Mal, pour rappel) détruisant le bâtiment, car oui, l'extension du MAH est une question de morale. Même l'esthétique disparaît de leurs combats!

Le constat est bien pire que ce qu'avait formulé Lénine, cette maladie infantile semble déjà avoir gangréné la politique au point de la rendre ridicule – pensez à la France et aux non-arguments que se jettent gauch(istes) et droit(istes). Certes, les gauchistes/droitistes ne sont pas un mouvement organisé, ce ne sont pas des partis, mêmes les jeunes PS/PLR ne sont pas tous des malades infantiles de la politique. Malheureusement, ils font partis des militants de base (facilement mobilisables) et ce sont eux qui se confrontent aux badauds, qui passent à la

¹ *Rts.ch, Forum* : « la taxe sur l'énergie a été balayée avec un score historique de 92% », URL : < <http://www.rts.ch/info/suisse/6600948->

[la-taxe-sur-l-energie-a-ete-balayee-avec-un-score-historique-de-92-.html](http://www.rts.ch/info/suisse/6600948-la-taxe-sur-l-energie-a-ete-balayee-avec-un-score-historique-de-92-.html)>.

télévision lorsqu'ils commettent des exactions ou qui vous pourrissent la vie de déclarations enflammées sur Facebook. Y aurait-il un moyen de les éradiquer pour considérer, enfin, la gauche et la droite comme des positions raisonnables sur le monde ? J'ai ma petite idée sur le sujet.

V. Quelle solutions pour se prémunir ?

Il est difficile de se prémunir soi-même du gauchisme/droitisme, tout comme il est difficile d'écarter de ses amis ceux qui en souffrent. Idéalement, il faudrait être exigeant avec la politique, demander des justifications à tous les militants pour chaque position et ne pas se contenter de la brochure de la Chancellerie lors des votations, afin de se faire une idée du bien-fondé d'une position. Avoir une telle exigence vis-à-vis de tous les citoyens semble perdu d'avance.

Une meilleure solution, garantie à cent pour cent, nous vient d'Aristote. Plutôt que d'essayer de faire en sorte que tout le monde soit vertueux, suivons au moins l'avis des personnes vertueuses. La vertu, nous l'apprend Aristote, se trouve entre deux vices. En politique, le pouvoir devrait appartenir aux modérés du centre. Impossible, si l'on est proche du centre, de tout interpréter comme un tort moral ou comme une atteinte à la liberté. Être au centre n'implique pas nécessairement ne pas avoir de convictions, ni de ne prendre aucune position radicale : la seule chose qu'implique le centrisme, c'est d'avoir des positions qui ne portent pas *systématiquement* sur la liberté ou l'égalité.

On pourrait cependant redouter un centrisme qui oscillerait entre des positions tantôt radicalement à gauche, tantôt radicalement à droite. Une solution, inspirée par Burke (1790)

et défendue par Mulligan, consiste à privilégier le *conservatisme* au *radicalisme* (ou réformisme). Par définition, les conservateurs (qui ne sont pas nécessairement des communautaristes) sont hostiles aux changements et plus encore aux changements radicaux. Selon eux, il est bon que les choses restent telles qu'elles sont, sauf dans les cas où il existe de très bonnes raisons de faire autrement. Un conservateur peut désirer un grand changement au sein de l'État mais croit que, pour réussir, un changement doit s'opérer petit à petit. Ainsi, le centriste le plus vertueux sera conservateur.

Un autre problème concernant le centrisme porte sur son éventuelle naïveté. Comme ses pairs, le centriste peut n'avoir aucune idée de pourquoi il penche d'un côté ou de l'autre. Cela semble difficile à imaginer puisque, du point de vue du centriste lui-même, c'est une question légitime de se demander pourquoi il faudrait pencher d'un côté plutôt que de l'autre. Je peux cependant admettre que le centrisme naïf soit un problème épistémique. On pourrait penser qu'un parti politique, qui consacre son existant aux questions politiques, soit par définition non naïf. On constate malheureusement que les partis ne font pas toujours d'enquêtes très fouillées, et qu'ils prennent parfois des positions purement électoralistes. Il faut donc trouver une entité au centre ne pouvant pas se permettre d'être naïf. Cette exigence semble si élevée qu'aucune solution ne paraît envisageable. Et pourtant, il en existe une.

Cette solution, c'est le Conseil Fédéral. Grâce à la combinaison dite de la "*formule magique*", les trois premiers partis de Suisse possèdent deux sièges au CF et le quatrième parti, un siège. Cela place automatiquement (à moins d'un bouleversement incroyable au sein de la politique) le CF au centre. Mieux encore, en raison de leurs diversités politiques, les "sept

sages" doivent trouver des compromis qui *de facto* rendent le CF conservateur – pensez à sa politique des petits pas, ou aux arguments du type « la loi a fait ses preuves ». Par le principe de *collégialité*, le CF décide en privé d'une position à adopter sur un sujet et, normalement, tous les conseillers fédéraux doivent soutenir cette position devant le Parlement comme devant les médias. Le meilleur exemple de collégialité vient du socialiste Alain Berset qui, longtemps opposé au système des réseaux de santé, a déclaré avoir été convaincu par ses collègues et a défendu ce système lors d'une votation – avec des arguments qui n'avaient rien de naïfs. Enfin, garantie ultime de la vertu du CF, ses membres sont *élus par les chambres du Parlement* – et non par le peuple. Ainsi, de bons exécutants peu charismatiques peuvent être élus sans faire de promesses électorales, et ce sans que cela ne coûte des millions aux partis politiques ou à la Suisse.

Écouter le Conseil Fédéral est la meilleure garantie contre la maladie infantile de la politique. Avec un tel organe comme rempart contre le gauchisme et le droitisme, nous comprenons pourquoi la Suisse est un joyau politique qui brille par sa stabilité, sa modération et la capacité de ses habitants à voter de manière raisonnable. Grâce au modèle du CF, nous pouvons entraîner notre sensibilité aux maladies politiques. Ce n'est peut-être pas seulement pour la propreté de ses rues que Kevin Mulligan habite en Suisse, c'est peut-être, aussi pour son hygiène politique.

Steve Humbert-Droz

ARISTOTE, *Ethique à Nicomaque*. Paris : GF-Flammarion.

AUSTIN, J. L. (1970 [1962]), *Quand dire, c'est faire*. Paris : Seuil.

BERLIN, I. (1958), *Two Concepts of Liberty: an Inaugural Lecture delivered before the University of Oxford on 21 October 1958*. Oxford : Clarendon Press.

BURKE, E. (2004 [1790]), *Réflexions sur la révolution de France*. Paris : Hachette.

COHEN, G. A. (1979) "The Labor Theory of Value and the Concept of Exploitation" in *Philosophy & Public Affairs* 8, no.4, Princeton: Princeton University Press, pp. 338-360

DEONNA, J. A. & TERONI, F. (2012), *The Emotions: a Philosophical Introduction*. Londres : Routledge.

JEVONS, W. S. (1871), *The Theory of Political Economy*. Londres : McMillan and Co.

KYMLICKA, W. (2003 [1990]), *Les théories de la justice. Une introduction*. Paris : La Découverte.

LÉNINE (1970 [1920]), *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*. Moscou : Éditions de l'Agence de presse Novosti.

MASSIN, O. & TIEFFENBACH, E. (à venir), "The Nature of Economic Exchanges", URL : < <http://www.affective-sciences.org/user/emma-tieffenbach?q=node/4655>>.

MILL, J. S. (1990 [1859]) *De la liberté*. Paris : Gallimard.

RAWLS, J. (2009 [1971]), *Théorie de la justice*. Paris : Seuil.

— (2003 [2001]) *La justice comme équité*. Paris : La Découverte.

REINACH, A. (2004 [1913]), *Les fondements a priori du droit civil*. Paris : Vrin.



Selfie du Conseil Fédéral pris et tweeté par Alain Berset lors de la "course d'école du Conseil Fédéral" du 03 Juillet 2014.

